

Le Canada participera à la guerre en Orient

Il a déjà des troupes à Hong-Kong et marchera d'accord avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis — Notre littoral sur le Pacifique — Les prétextes du Japon et la question posée par M. Roosevelt — Une scission dans le parti travailliste anglais? — Nouvelle campagne des unionistes canadiens — Autour du remaniement ministériel

M. KING N'ENTEND PAS S'EN LAISSER IMPOSER PAR TORONTO

M. Roosevelt a pris la décision de voir clair dans les intentions du Japon quant à l'usage de ses concentrations de troupes, de navires et d'avions du côté de l'Indochine française. Pourquoi ce groupement de forces qui dépassent de beaucoup ce que prévoyait et autorisait le traité franco-japonais d'il y a quelques mois? C'est ce que veut savoir M. Roosevelt, afin de pénétrer la politique japonaise du présent. Aussi vient-il de poser directement la question au gouvernement de Tokio, non sous forme d'ultimatum auquel répondre à une date donnée, mais sous forme d'un point d'interrogation. Que Tokio ne réponde point et Tokio ajoutera à la nature déjà tendue des rapports diplomatiques entre Washington et le gouvernement Tojo. M. Roosevelt attend la réponse, quelle qu'en soit. On ne prévoit guère que le Japon explique de façon plausible ses actes du côté de l'Indochine. D'après une information de source américaine fondée, à ce qu'on dit, le Japon prétexterait déjà qu'il en agit comme il le fait, par suite des conversations qui auraient eu lieu entre le maréchal Pétain et le maréchal Goering, à Saint-Florentin, avant-hier, conversations où ils en seraient venus d'accord sur une plus large mesure de collaboration entre l'Axe et la France. En fait, si l'on a dit cela à la radio japonaise, c'est que le Japon chercherait un nouveau prétexte pour s'imposer à fond en Indochine; car il y a déjà deux ou trois semaines que les troupes et les forces navales japonaises, à proximité de l'Indochine et dans le pays même, ont reçu de vastes renforts, ce qui est bien avant la rencontre de Saint-Florentin. La mauvaise foi du Japon paraît de plus en plus évidente.

Washington mande que le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie suivent de très près les pourparlers de ces jours-ci entre délégués japonais et représentants américains, au sujet d'un accord qui a l'air de moins en moins possible. La Nouvelle-Zélande et l'Australie sont dans la zone océanique que le Japon prétend s'attribuer; et s'il y avait éclat entre le Japon et les Etats-Unis, comme c'est possible, et que la Grande-Bretagne appuyât les Etats-Unis, comme elle l'a promis, il est de toute évidence que l'Australie et la Nouvelle-Zélande se trouveraient directement mêlées aux hostilités, tout comme le Canada s'en mêlerait, par suite du fait qu'il a un littoral de plusieurs centaines de mille de longueur sur l'océan Pacifique, avec des ports de mer que le Japon pourrait bien tenter d'aller bombarder. Le fait, du reste, que notre gouvernement a déjà dépêché des troupes canadiennes en Extrême-Orient, où elles ont débarqué il y a une dizaine de jours, indique bien que notre parti de participer à une guerre de ce côté est déjà pris à fond. Il restera à délimiter seulement l'étendue de notre participation. Quoiqu'il n'y ait pas officiellement d'alliance à ce sujet entre les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Australie, le Canada, la Chine et le gouvernement hollandais des îles néerlandaises du Pacifique, au vrai tous ces pays sont unis dans un front commun contre toute offensive de la part du Japon. Si les hostilités éclatent, il est tout à fait possible que de nouvelles troupes canadiennes aillent en Asie, du côté de Hong-Kong, de Singapour, de la Malaisie, voire de la Chine ou de la Thaïlande. Cela resterait à décider. On prévoit également qu'un blocus océanique serré s'établirait dans le Pacifique contre le Japon, d'accord entre les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Australie et les autres pays alliés qui ont des unités navales sur les eaux du Pacifique, où la Grande-Bretagne est en train de reconstituer une très forte escadre, précisément en prévision de la nécessité de ce blocus économique et militaire.

En Russie, les Allemands continuent de perdre du terrain près de Rostov, mais prétendent en reprendre dans la région de Moscou. Du côté de la Libye, les événements sont très mêlés, la bataille continue, mais sous forme d'escarmouches, tandis que les adversaires préparent de part et d'autre une nouvelle grande opération militaire. On signale des mouvements populaires et des actes de sabotage en Italie, mais il n'y a guère de précisions là-dessus. Du côté de la France, les informations manquent tout à fait, aujourd'hui. On câble d'Angleterre qu'il y a des menaces de scission à l'intérieur du parti travailliste anglais, par suite de la nouvelle législation de M. Churchill a parlé, au sujet d'une mesure de conscription plus étendue, dans le Royaume-Uni, où l'on appellerait sous les armes 3 millions d'hommes de plus, de 18 à 50 ans, et où il est question d'enrégimenter, sous service obligatoire dans le pays, les femmes seules, ou célibataires, de 20 à 30 ans. Au Canada, trêve politique pendant laquelle on reparle de conscription pour outre-mer et surtout du remplacement de M. Ernest Lapointe dans le ministère King.

UN GOUVERNEMENT D'UNION CANADIEN

Tandis qu'en Colombie canadienne M. Pattullo, premier ministre de la province, vient de prévenir son parti, — il est libéral, — qu'il ne peut le suivre dans la voie d'un ministère de coalition, que la majorité de ses partisans réclament à la suite de la mise en minorité du gouvernement libéral à la dernière élection colombienne, des journaux conscriptionnistes ou partisans d'un ministère d'union pour tout le Canada entament derechef une manoeuvre pour tâcher de gagner leur point. C'est ainsi que dès le surlendemain de la mort de M. Ernest Lapointe, chef libéral des Canadiens français, le "Citizen" d'Ottawa, après avoir fait l'éloge de M. P.-J.-A. Cardin comme ministre à Ottawa, et successeur de M. Lapointe à la direction des ministres canadiens français fédéraux, a lancé

l'idée de remanier le cabinet King afin de libérer certains ministres, très pris par la guerre, de leurs occupations ordinaires, quitte à les grouper dans une sorte de cabinet de guerre formé de six ou sept d'entre eux. Il désigne à ce poste MM. Ralston, Howe, et glisse insensiblement vers la proposition d'un ministère unioniste dont serait, par exemple, M. Morris Wilson, qui a remplacé M. Purvis à la direction de la Commission générale des achats pour le compte de la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis. On ne voit pas bien le vrai motif pour lequel on voudrait inclure le président de cette commission dans le ministère de guerre formé à l'intérieur du gouvernement King, sinon parce qu'on voudrait absolument faire de celui-ci un ministère d'union lié à fond à celui du Royaume-Uni. Il faudrait, toujours selon le "Citizen", inclure de plus dans le gouvernement canadien un représentant officiel du Travail syndiqué. Le chat sort enfin du sac, lorsque le "Citizen" ajoute qu'au moins l'un des ministres qui partageraient la responsabilité de déterminer la politique de guerre du Canada devrait être M. Meighen, que la confiance du public imposerait au ministère King, parce que M. Meighen représente au moins 2 millions de voix conservatrices du pays et qu'en outre il apporterait au conseil suprême de la guerre, au Canada, le prestige reconnu d'un grand chef parlementaire. . . Ce serait d'un extrême avantage pour le Canada que le ministère laissât tomber les fortes lignes de parti et se jetât sans restrictions dans un effort de guerre total". Le "Citizen" glisse ce morceau en faisant mine de revenir à M. Cardin "qui serait le représentant le plus en vue et assurément le plus capable du groupe canadien-français dans le conseil suprême de guerre". M. Cardin ne verrait plus au ministère des Transports, ce qui ferait bien l'affaire des gens qui méditent un nouveau coup dans le domaine ferroviaire, à la faveur de la guerre; et le ministre des Travaux publics "pourrait employer tout son temps à la politique de guerre totale, domaine bien plus étendu", ce qui ferait aussi plaisir aux unionistes qui méditent la fusion ferroviaire au bénéfice d'intérêts particuliers. Tout cela, le "Citizen" feint de n'en rien voir. Il propose seulement. . . tout comme il propose que M. King abandonne, pour s'occuper particulièrement de la guerre, la double tâche qu'il remplit en tant que ministre des Affaires étrangères. Il dirigerait le gouvernement au Parlement, il serait le chef des ministères, mais il n'aurait plus rien à voir à la direction de notre politique, au dehors, pris qu'il serait par la guerre. . . Le truc d'escamotage que propose le "Citizen" (28 novembre) est trop grossier pour qu'il aille jouer comme le voudraient les parrains d'un ministère d'union qui leur donnerait tous les pouvoirs et ne laisserait à M. King, — qui refuserait pareille combinaison, c'est évident, — que les apparences. M. Meighen serait le grand artisan du nouveau ministère, M. King et ses ministres d'aujourd'hui, de simples comparses. Ça ne se fera pas tout seul.

UN AUTRE PROJET

Le "Globe-Mail", pour sa part, a attendu quelques jours avant d'y aller lui aussi de son projet de "réorganisation" ministérielle. Au fond, ce journal reprend l'idée du "Citizen", mais avec des correctifs, plus apparents que réels. Il écarte M. Cardin, il nomme juge M. Casgrain, il déclare que le présent cabinet, privé de M. Lapointe, est plutôt faible et qu'il faut "le réorganiser de fond en comble, afin de faire face à une seule tâche: celle de poursuivre et de gagner la guerre". L'occasion est excellente d'y voir, dit-il, en somme. Le ministère King est faible, il n'a de politique que l'opportunisme, il a écarté d'excellents hommes pour ne choisir que des partisans politiques, il n'a rien à faire avec la véritable unité nationale, "il est temps de faire des changements". Lesquels? D'abord, écarter dans le choix des ministres tout ce qui a trait aux races, aux croyances et aux usages électoraux. . . oublier la politique, construire un ministère neuf formé des meilleurs hommes disponibles. . . enrégimenter pour la durée de la guerre des hommes qui travailleront à gagner la guerre sans se soucier des intérêts de leur parti. A M. King de voir à cela, l'occasion est favorable. S'il n'y a pas au Parlement les hommes qu'il faut, qu'il aille les chercher ailleurs. Il faut oublier tout ce qui n'est pas essentiel, sacrifier même des ministères ou des ministres. Que M. King agisse sans tarder, il n'a pas qu'à choisir un nouveau ministre de la Justice.

M. King, pour l'heure, tient conseil avec lui-même. Il n'a rien dit ni rien fait depuis la sortie de M. Lapointe, pour laisser prévoir ce qu'il entend décider. Tout cela serait prématuré. Voudra-t-il à Ottawa de celui-ci ou de celui-là qui n'a jamais figuré dans la politique fédérale? L'expérience des hommes publics québécois qui ont passé d'un champ restreint à un champ étendu n'a pas toujours été très satisfaisante, surtout depuis une vingtaine d'années. Au surplus, si M. King allait appeler M. Godbout à Ottawa, cela ne serait-il pas livrer le parti provincial à une série d'ennuis autour du choix d'un nouveau maître? Et si M. King allait prendre, à Montréal ou ailleurs, celui-ci ou celui-là, qui n'a pratiquement pas d'expérience de la politique, fédérale moins encore que provinciale, comment le nouveau ministre s'adapterait-il à Ottawa? C'est là-dessus que réfléchit M. King, dont le jugement est froid, calme et réfléchi, ainsi que la stratégie politique, toujours déconcertante pour ses adversaires. A coup sûr ce ne sont pas les gazettes conscriptionnistes ou unionistes qui lui dicteront le choix de ses auxiliaires, non plus que l'orientation de sa politique de guerre. — G. P.